

Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale

Ständerat – Conseil des Etats

1989

Sommersession – 8. Tagung der 43. Amtsdauer
Session d'été – 8^e session de la 43^e législature

Erste Sitzung – Première séance

Montag, 5. Juni 1989, Nachmittag
Lundi 5 juin 1989, après-midi

18.15 h

Vorsitz – Présidence: M. Reymond

Le président: Si l'éclaircie de la démocratie se concrétisait en Pologne en fin de semaine dernière, les événements tragiques de Pékin ont jeté leur ombre sur ce dernier dimanche. C'est avec consternation que nous avons appris avec quelle violence les revendications démocratiques du peuple chinois sont réprimées.

Nous soutenons la démarche du Conseil fédéral auprès des autorités chinoises et son appel à la modération et au respect des droits de l'homme. Nous espérons que le dialogue démocratique l'emportera face à cette situation de répression. Nous devons aussi réfléchir à nos institutions démocratiques, à notre manière de les utiliser. N'a-t-on pas eu, ce dernier dimanche, seulement 35 pour cent de citoyens qui se sont rendus aux urnes pour exprimer leur opinion? Il n'empêche qu'ils l'ont fait dans la liberté.

Le peuple et les cantons suisses ont en effet repoussé l'initiative en faveur des petits paysans et dite contre les fabriques d'animaux. Si la majorité populaire a été faible, celle des cantons est très nette. Cet écart entre les deux majorités du souverain doit nous préoccuper dans la mesure où il dénote des divergences de vues et de sensibilités profondes, voire parfois de sensibleries, entre les citoyens des villes, d'une part, et ceux des campagnes, d'autre part. Ces derniers, en particulier, les paysans avec eux, se sont montrés à la fois plus proches de la politique agricole fédérale, des réalités de la nature et de l'économie, des réalités des animaux et de l'agriculture, alors que les citadins n'ont pas résisté aux sirènes de la grande distribution capitaliste, aux attaques personnelles et aux chaudes larmes à verser sur l'agneau de la bonne pay-sanne.

Si les vues ont pu à ce point diverger, c'est que, dans ce domaine, la simplification est aisée et la démagogie s'est révélée peut-être trop facile. A trop utiliser l'une et l'autre, on peut se demander si le débat démocratique lui-même n'est pas fausement influencé. Si les vues ont divergé sur les moyens de défendre l'agriculture, il faut quand même souligner que partisans et opposants de l'initiative visaient des buts qui n'étaient pas si lointains, à savoir le maintien et le développement des exploitations familiales que nous voulons saines, performantes et aptes à assumer les rôles dévolus traditionnellement à

l'agriculture, sous la forme du ravitaillement de notre pays, et les rôles nouveaux dévolus aussi à cette agriculture en matière de maintien de l'environnement.

Ce dimanche dernier, également, le peuple du canton de Lucerne a élu son nouveau représentant au Conseil des Etats. Nous sommes heureux que le siège vacant de ce grand et beau canton pourra être occupé, encore pendant cette session nous l'espérons, après que les droits de recours éventuels auront été épuisés. Je salue d'ores et déjà notre futur collègue, M. Robert Bühler, que j'espère accueillir parmi nous au début de notre troisième semaine.

Vous avez constaté que le programme de notre session est particulièrement chargé, à notre grande surprise. Je souhaite que chacun d'entre vous puisse y trouver sa place, tout en restant bref dans ses interventions. Cela dit, je passe à l'ordre du jour.

88.033

Pharmakopöe. Gesetz Pharmacopée. Loi

Botschaft und Gesetzentwurf vom 4. Mai 1988 (BBl II, 924)
Message et projet de loi du 4 mai 1988 (FF II, 905)
Beschluss des Nationalrates vom 14. März 1989
Décision du Conseil national du 14 mars 1989

Antrag der Kommission
Eintreten

Proposition de la commission
Entrer en matière

Piller, Berichterstatter: Mit dem heute zu beratenden Gesetz soll eine verfassungskonforme Rechtsgrundlage für den Erlass der Schweizerischen Pharmakopöe geschaffen werden. Die Pharmakopöe enthält Vorschriften für die Prüfung der Identität, der Reinheit und des Gehaltes von Arzneimitteln und pharmazeutischen Hilfsstoffen, und sie enthält ebenfalls die Herstellungs- und Prüfungsvorschriften für Arzneipräparate. Die Pharmakopöe richtet sich somit an Apotheker und Hersteller sowie an alle Fachkreise, die sich in irgendeiner Weise mit Arzneimitteln befassen.

Die Schweiz ist am 22. Juni 1964 dem Uebereinkommen über die Ausarbeitung einer Europäischen Pharmakopöe beigetreten. Damit hat sich unser Land verpflichtet, die im Rahmen des Uebereinkommens erarbeiteten Monographien, welche die

Europäische Pharmakopöe bilden, in das nationale Recht zu überführen. Der Bundesrat ist diesem Auftrag bisher nachgekommen, jedoch gestützt auf Rechtsgrundlagen, die sich als unzureichend erwiesen haben. Es waren Bundesratsbeschlüsse, denen die Kantonsregierungen zustimmen mussten. Mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf soll dieser Mangel behoben werden.

Die Ausarbeitung der Schweizerischen Pharmakopöe wie auch die Mitwirkung der Schweiz bei der Ausarbeitung der Europäischen Pharmakopöe sind von jeher Sache des Bundes gewesen. Dies soll auch künftig so bleiben. Mit dem zu beschliessenden Gesetz soll somit an der Aufgabenteilung zwischen den Kantonen und dem Bund, welche im Bereich der Heilmittelkontrolle besteht, nichts geändert werden. Der Nationalrat hat in der Frühjahrsession dem Gesetzesentwurf diskussions- und oppositionslos zugestimmt.

Die Kommission unseres Rates befasste sich am 17. Mai mit der Vorlage und empfiehlt Ihnen einstimmig Eintreten. Ich werde mir erlauben, in der Detailberatung die Abänderungsvorschläge Ihrer Kommission kurz zu begründen.

M. Gautier: Ce projet de loi ne présente guère de problèmes en lui-même à part le fait que la version française du message, voire de la loi, ne correspondent qu'imparfaitement et partiellement aux textes allemands ce qui est, malgré tout, regrettable. C'est si vrai que les membres de la commission ont reçu, il y a quelques jours, de l'administration un errata de la version française. Mieux vaut tard que jamais, mais j'ose espérer que ce genre d'erreurs ne se reproduira pas trop souvent, même s'il a pu être corrigé par la commission ad hoc et par la Commission de rédaction.

Cela dit, je voudrais me permettre une remarque à propos de cette loi, en m'excusant auprès de nos trois collègues, professeurs de droit constitutionnel, d'oser marcher sur leur domaine. C'est en effet le problème de la constitutionnalité de cette loi que je voudrais évoquer. Le président de la commission vient de nous rappeler que, depuis un siècle, la pharmacopée est édictée selon un système – un arrêté du Conseil fédéral approuvé par les cantons – qui, pour être original, n'en est pas moins à la limite de l'inconstitutionnalité.

Avec sagesse, le Conseil fédéral tente, par ce projet, de rentrer dans l'ordre constitutionnel. Or, on peut se demander s'il y est réellement parvenu. La base constitutionnelle de cette loi est l'article 31bis qui autorise la Confédération à légiférer sur le commerce et l'industrie. Que la pharmacopée, ouvrage avant tout scientifique et technique, relève du domaine du commerce et de l'industrie ne s'impose pas à l'esprit avec une évidence parfaite. Je suis prêt à avoir l'esprit large mais, ce qui me dérange, c'est que l'argumentation de la version française du message explique aussi que le fait que le Conseil fédéral ait, depuis un siècle, édicté la pharmacopée sans que cela ne provoque de contestation, montre bien que la Confédération détient une compétence dans ce domaine.

Une sorte de compétence coutumière: le message évoque plutôt une compétence tacite et voilà le mot de «compétence tacite» qui est jeté et dont nous aurons à reparler quand nous traiterons des activités extra-scolaires de la jeunesse. Mais je voudrais, dès maintenant, m'élever contre la tendance croissante du Conseil fédéral à invoquer de plus en plus souvent les compétences tacites de la Confédération. Que cette dernière ait des compétences tacites dans certains domaines c'est vrai; les spécialistes du droit constitutionnel l'admettent, mais elles doivent rester limitées et ne pas être sans cesse étendues à de nouveaux secteurs, ni utilisées à tout propos et hors de propos, faute de quoi on retirera toute valeur à l'article 3 de la constitution et à la présomption de compétence des cantons. Le Conseil fédéral semble si heureux de ces compétences tacites que le message évoque la compétence tacite de la Confédération dans l'application des traités, alors que cette compétence est parfaitement explicite selon l'article 8 de la constitution et qu'il n'est nul besoin d'y ajouter encore une compétence tacite.

Tout cela ne m'empêchera pas de voter la loi car je crois qu'on peut admettre que la compétence existe en vertu de l'article 31bis. Mais je voulais attirer l'attention du chef du Département

fédéral de l'intérieur et, à travers lui, du Conseil fédéral sur les risques qu'il y aurait à invoquer trop souvent les compétences tacites de la Confédération.

M. Cotti, conseiller fédéral: Je dirai, premièrement, qu'il s'agit, en effet, de réintégrer le cadre constitutionnel. Vous savez que depuis des décennies, on était, comme l'a dit M. Gautier, décidément en dehors de ce cadre, malgré le consentement de toutes les parties intéressées et, en particulier, des cantons. Deuxièmement, je constate que M. Jagmetti regrettait (lors de la séance de la commission à laquelle je n'ai pas pu participer) qu'avec ce système on élimine «ein juristisches Kuriosum». C'était en effet une curiosité et c'est au fond dommage qu'une forme de ce genre nous abandonne.

Troisièmement, je partage tout-à-fait l'avis de M. Gautier quand il dit qu'il faut se fonder le moins possible sur des compétences tacites; c'est très dangereux. Il faut les limiter à l'essentiel. Ici, il le reconnaît lui-même, nous sommes des deux côtés, soit par le droit international soit par la compétence de la Confédération (article 31bis, droit d'intervention de police en matière économique), en dehors de la compétence tacite. Nous avons une compétence qu'il s'agit, en l'occurrence, de confirmer pour – je le répète – rentrer dans l'ordre constitutionnel.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Detailberatung – Discussion par articles

Ingress

Antrag der Kommission

.... Bundesverfassung, nach Einsicht

Préambule

Proposition de la commission

.... la constitution; vu le message

Piller, Berichterstatter: Hier schlägt Ihnen die Kommission vor, auf den Bezug auf das Uebereinkommen vom 22. Juni 1964 über die Ausarbeitung einer Europäischen Pharmakopöe zu verzichten. Dieses Uebereinkommen kann nach Auffassung unserer Experten in der Kommission keine Rechtsgrundlage für das vorliegende Gesetz bilden.

Ich bitte Sie, der Kommission zu folgen und im Ingress nur die Verfassung als Bezug zu beschliessen.

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2

(Betrifft nur den französischen Text)

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2

Les prescriptions cantonales visant

Piller, Berichterstatter: Hier handelt es sich um eine Differenz zwischen deutschem und französischem Text. Das Wort «particulier» ist tatsächlich zuviel und würde den Sinn des Textes verändern. Dies ist auch die Meinung der französischsprachlichen Mitglieder der Kommission.

Angenommen – Adopté

Art. 2, 3 und 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 2, 3 et 4*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté***Art. 5***Proposition de la commission**Abs. 1, 3 und 4*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2

Er übernimmt dabei nach Massgabe staatsvertraglicher Vereinbarungen die Europäische

Art. 5*Antrag der Kommission**Al. 1, 3 et 4*

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2

Il reprend la pharmacopée européenne, conformément aux conventions internationales, et édicte

Piller, Berichterstatter: Die Kommission ist der Meinung, dass die vom Bundesrat vorgeschlagene Formulierung offen ist. Wir schlagen deshalb eine Aenderung vor in dem Sinne, dass nach Massgabe staatsvertraglicher Vereinbarungen die Europäische Pharmakopöe vom Bundesrat übernommen wird, um die Schweizerische Pharmakopöe zu erlassen. Damit soll erreicht werden, dass Beschlüsse, die auf europäischer Ebene gefasst werden und den Interessen unseres Landes zuwiderlaufen könnten, nicht automatisch eingeführt werden. Ihre Kommission ist sich bewusst, dass hier keine grosse Gefahr besteht, erachtet aber den Aenderungsantrag als sinnvoll. Ich bitte Sie, der Kommission zu folgen und so zu beschliessen.

Frau Simmen: Ich bin nicht Juristin und verstehe das vielleicht falsch. Ich interpretiere es jedenfalls so: «Er übernimmt dabei nach Massgabe staatsvertraglicher Vereinbarungen die Europäische Pharmakopöe». Für mich hat das etwas Restriktives, und das stört mich ein bisschen, und zwar aus folgendem Grunde: Wir werden nicht müde, an allen Orten zu deklamieren, wie sehr wir uns auf Europa ausrichten wollen, wie wichtig das ist, und wir werden ebenso nicht müde, bei jeder Kleinigkeit – und es handelt sich ja bei der Pharmakopöe sicher um eine Kleinigkeit – doch wieder unsere Vorbehalte anzumelden. Sehe ich das als Laie falsch? Sind es lediglich staatsrechtliche Bedenken, oder bestehen da materielle Unterschiede?

Jagmetti: Ich gebe mich als Autor dieser Idee zu erkennen. Es ging darum klarzustellen, dass dieses Gesetz auf der gleichen Stufe steht wie die Vereinbarungen. Das soll im Ingress zum Ausdruck kommen und hier wieder: Wir wollen uns selbstverständlich diesen europäischen Regeln anpassen und sie übernehmen. Aber wir haben sie durch einen Bundesbeschluss übernommen, der im ganz normalen Genehmigungsverfahren zustande kam. Die Idee war, in diesem Gesetz daran nichts zu ändern, sondern das Normalverfahren für Staatsverträge auch hier weiterhin gelten zu lassen. Es ist also kein Vorbehalt gegenüber der europäischen Ordnung, sondern einfach die normale Einordnung ins Verfahren. Nachdem wir dieses schon für die Pharmakopöe in der Schweiz gewählt haben, sollten wir für das internationale Recht davon auch nicht abweichen, sondern ins ordentliche Verfahren übergehen.

*Angenommen – Adopté***Art. 6 – 10***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Gesetzentwurfes

36 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Nationalrat – Au Conseil national*

88.070

**Soziale Sicherheit.
Zusatzabkommen mit Oesterreich****Sécurité sociale.****Convention complémentaire avec l'Autriche**Botschaft und Beschlussentwurf vom 9. November 1988 (BBl III, 1377)
Message et projet d'arrêté du 9 novembre 1988 (FF III, 1321)Beschluss des Nationalrates vom 14. März 1989
Décision du Conseil national du 14 mars 1989*Antrag der Kommission*

Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Entrer en matière et adhérer à la décision du Conseil national

Gadient, Berichterstatter: Die Beziehungen zwischen der Schweiz und Oesterreich auf dem Gebiete der Sozialen Sicherheit sind durch das Abkommen vom 15. November 1967 geregelt, welches aber bereits in den Jahren 1973 und 1977 ergänzt worden ist. Das Grundabkommen umfasst die AHV, die IV, die Unfallversicherung, die Bundesgesetzgebung über Familienzulagen und eine Freizugsregelung in der Krankenversicherung. Auf österreichischer Seite sind die entsprechenden Systeme einbezogen. Basis des Abkommens ist eine möglichst weitgehende Gleichstellung der Staatsangehörigen in den genannten Bereichen, und zwar hinsichtlich Versicherungspflicht wie Leistungsberechtigung. Der Schweizer ist in der österreichischen Sozialversicherung dem Oesterreicher grundsätzlich gleichgestellt und umgekehrt, abgesehen von den im Abkommen vorgesehenen Ausnahmen.

Das vorliegende dritte Zusatzabkommen soll nun der Entwicklung des österreichischen und schweizerischen Sozialversicherungsrechts seit 1977 Rechnung tragen. In der Schweiz kam es bekanntlich zur 9. AHV-Revision, ein neues Unfallversicherungsgesetz trat in Kraft. In Oesterreich wurde aufgrund demokratischer und sozio-ökonomischer Veränderungen eine Pensionsreform notwendig. Ausserdem sollen Verbesserungen, die sich in neueren Abkommen mit Drittstaaten finden, aufgenommen und gewisse noch bestehende Lücken geschlossen werden. Den Aenderungen und Ergänzungen kommt nur eine beschränkte Bedeutung zu; sie werden keine finanziellen und personellen Auswirkungen haben. Der Nationalrat hat dem dritten Zusatzabkommen mit Oesterreich am 14. März 1989 mit 107 zu 0 Stimmen zugestimmt.

Die einstimmige Aussenwirtschaftskommission beantragt Ihnen, auf die Vorlage einzutreten und dem Bundesbeschluss über Soziale Sicherheit mit Oesterreich zuzustimmen.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen**Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière**Gesamtberatung – Traitement global du projet***Titel und Ingress, Art. 1 und 2****Titre et préambule, art. 1 et 2***Angenommen – Adopté*

Pharmakopöe. Gesetz

Pharmacopée. Loi

| | |
|---------------------|--|
| In | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung |
| Dans | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale |
| In | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr | 1989 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | III |
| Volume | |
| Volume | |
| Session | Sommersession |
| Session | Session d'été |
| Sessione | Sessione estiva |
| Rat | Ständerat |
| Conseil | Conseil des Etats |
| Consiglio | Consiglio degli Stati |
| Sitzung | 01 |
| Séance | |
| Seduta | |
| Geschäftsnummer | 88.033 |
| Numéro d'objet | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 05.06.1989 - 18:15 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 171-173 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 20 017 617 |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.